

## DAEU – Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires

### Proposition d'exonération des droits universitaires et de tarif réduit pour les demandeurs et demandeuses d'asile, réfugié.e.s et personnes sous protection subsidiaire

#### Argumentaire :

La préparation au DAEU relève de la FTLV

Les stagiaires du DAEU sont tenus de s'acquitter pour l'année universitaire 2017-2018 :

- des **droits universitaires**, tels qu'ils sont fixés par l'arrêté du 01/08/2017 qui fixe les droits de scolarité aux diplômes nationaux dans les établissements publics d'enseignement supérieur.

- des **frais de formation** établis selon la grille suivante (tarifs validés par le CA du 11 juillet 2017) :

- En mode global (4 modules) :
  - En autofinancement : 1 440 euros si le/la stagiaire se situe au-dessus du quotient familial permettant aux Adultes en reprise d'études de bénéficier de l'application de la redevance minimale (18 000 euros) ;
  - En autofinancement : 700 euros si le/la stagiaire se situe au-dessous du quotient familial permettant aux Adultes en reprise d'études de bénéficier de l'application de la redevance minimale (18 000 euros) ;
  - Financement par un organisme public : 1 440 euros
  - Financement mixte (public/privé) : 1 950 euros
  - Financement par un organisme privé : 2 140 euros
- En mode capitalisable (de 1 à 3 modules) :

	Autofinancement ou financement public	Quotient familial inférieur à 18 000 euros	Financement privé et par employeur
1 module	360 euros	175 euros	535 euros
2 modules	720 euros	350 euros	1 070 euros
3 modules	1080 euros	525 euros	1 605 euros

Compte-tenu que :

- s'agissant de l'inscription à un diplôme national, le principe est que l'utilisateur doit payer les droits d'inscription nationaux fixés annuellement par l'Etat. **Ces droits d'inscription "nationaux" sont visés par la possibilité d'octroi d'exonération prévue aux articles R.719-48 à R.719-50 du Code de l'Education.**

- s'agissant des frais de formation, **le CA de l'Université a compétence pour fixer des tarifs propres à la FTLV** conformément aux dispositions des articles D.714-56 à D.714-65 du Code de l'Education. L'article D.714-62 du Code de l'Education fixe les conditions de

tarification des actions de formation FTLV. **Ce dernier ne permet pas l'octroi à l'usager en formation continue d'exonération totale du paiement des frais de FTLV.**

*Sur proposition du président ou du directeur de l'établissement, le conseil d'administration définit la politique générale de tarification des actions de formation continue, compte tenu du coût global de la formation continue évalué chaque année.*

*S'agissant des cycles de formation initiale ouverts au public de la formation continue, la tarification doit être déterminée de telle sorte que les ressources supplémentaires obtenues par conventions de formation professionnelle couvrent les coûts additionnels de structure et de gestion et les coûts pédagogiques dus à des aménagements particuliers d'enseignement.*

***Des exonérations peuvent être accordées par le président ou le directeur de l'établissement aux stagiaires dont les frais de formation ne sont pas pris en charge au titre de la formation professionnelle. Dans ce cas, le stagiaire concerné doit acquitter une redevance minimale fixée par le conseil d'administration.***

Compte-tenu que :

- **les personnes en situation de demande d'asile, d'obtention d'un statut de réfugié.e ou mises sous protection subsidiaire** (protection internationale) ne disposent pas de ressources suffisantes leur permettant de s'acquitter du coût global de préparation au DAEU – droits d'inscription nationaux et frais de formation, même au tarif appliqué aux stagiaires se situant au-dessous du quotient familial (18 000 euros) permettant aux Adultes en reprise d'études de bénéficier de l'application de la redevance minimale (700 euros).
- pour rappel, les demandeurs et demandeuses d'asile ne peuvent pas exercer une activité rémunérée tant qu'ils.elles ne sont pas autorisé.e.s à rester sur le territoire français de manière pérenne.

Propositions :

Les personnes **en situation de demande d'asile, d'obtention d'un statut de réfugié.e ou mises sous protection internationale** peuvent être inscrites pour la préparation du DAEU (Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires) aux conditions suivantes :

- **inscription uniquement en mode global** (préparation de 4 modules sur une année universitaire), la situation souvent instable de ce public ne permettant pas à l'université d'envisager leur inscription à des formations durant plus d'une année universitaire ;
- **exonération des droits universitaires** quel que soit le statut (demandeurs et demandeuses d'asile, réfugié.e.s, personnes sous protection subsidiaire)
- **coût de la formation :**
  - frais de gestion : 42 euros quel que soit leur statut
  - frais de formation :
    - pour les demandeurs et demandeuses d'asile : exonération
    - pour les réfugié.e.s et personnes sous protection subsidiaire
      - ayant ce statut depuis moins de deux ans au moment de l'inscription, dans l'incapacité de fournir un avis d'imposition : exonération
      - disposant de ce statut depuis au moins deux ans au moment de l'inscription, en capacité de fournir un avis d'imposition et se situant en deçà du quotient familial du 18 000 euros : exonération

- disposant de ce statut depuis au moins deux ans au moment de l'inscription, en capacité de fournir un avis d'imposition et se situant au-delà du quotient familial du 18 000 euros : 93 euros (calculés en appliquant le même ratio coût/volume horaire de la formation que pour le DEFLE).

**Soit un total de :**

**- 42 euros pour les demandeurs et demandeuses d'asile ainsi que les réfugié.e.s et personnes sous protection subsidiaire ayant ce statut depuis moins de deux ans au moment de l'inscription, dans l'incapacité de fournir un avis d'imposition**

**- 135 pour les réfugié.e.s et personnes sous protection subsidiaire disposant de ce statut depuis au moins deux ans au moment de l'inscription, en capacité de fournir un avis d'imposition et se situant au-delà du quotient familial du 18 000 euros.**

- paiement possible en 3 fois (sur l'année civile d'inscription).